

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	18	7

N° de la séance : 17

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - ALFAMIF - Convention de
participation financière 2021

-  Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.138

Date de la convocation :
Le 06/07/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **20 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 12 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 12 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

PROCURATIONS :

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Michel ROSSI, Frédéric POMA, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD

Madame NASICA,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis souhaite soutenir l'Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles (ALFAMIF) qui a pour objet de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de précarité :

- Par un hébergement temporaire et un accompagnement socio-éducatif ainsi qu'un soutien psychologique ;
- Par l'accès aux droits et aux soins pour les publics les plus en difficulté, en menant des actions de prévention et d'éducation à la santé.

L'association accueille toutes les familles en situation de précarité orientées par les services sociaux du département via le SIAO et prioritairement les femmes enceintes, familles avec enfant de moins de 3 ans, le public RSA et les personnes victimes de violences. Elle aide également au relogement autonome, au maintien dans le nouveau logement et propose des actions collectives.

Sur la dernière année, la capacité d'accueil de l'association a significativement évolué. En 2020 et dans le cadre du renouvellement du CEPOM (2021-2025), l'association s'est vue augmenter sa capacité d'accueil de 41 places d'urgence. L'association a également ouvert une pension de famille de 10 places à la Maison de Jouan en mars 2021.

Par ailleurs, dans le cadre de l'acquisition du Mas Saint Vincent au premier trimestre 2021, la CASA s'est rapprochée de l'association ALFAMIF afin que celle-ci puisse prendre en gestion l'activité de la structure dès sa réouverture au troisième trimestre 2021.

En conséquence, l'ALFAMIF dispose aujourd'hui d'une capacité d'accueil de 141 places (dont 57 places en ALT, 33 places en CHRS, 10 places de pension de famille et 41 places d'hébergement d'urgence) se répartissant de la façon suivante :

- Maison de Jouan : 53 places tout public ;
- Mas Saint Vincent : 18 places dédiées aux femmes victimes de violence ;
- Logements diffus : 70 places tout public.

Pour 2021, l'action de l'association vise les objectifs suivants :

- Accueillir, à la Maison de Jouan et en diffus, les ménages en situation de précarité au regard du logement en raison de facteurs divers (rupture familiale, violences conjugales, endettement, expulsion, problèmes de santé), proposer une intervention adaptée aux besoins et mettre en place un accompagnement global basé sur un projet personnalisé co-construit avec le référent de l'association ;
- Rouvrir la structure d'hébergement du Mas Saint Vincent et assurer sa gestion, accueillir des femmes victimes de violence et mettre en place un accompagnement individuel adéquat (accompagnement psychologique, retour à l'indépendance économique, information et ouverture au droits, soutien à la parentalité ...) pour favoriser la réinsertion sociale rapide des ménages hébergés.

Le budget prévisionnel 2021 de l'association est estimé à 1 182 163 €. Les actions sur le territoire de la CASA représentent 466 729 €.

La CASA souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 79 300 € au titre du maintien de son partenariat avec l'association et de la réalisation de ses actions. Cette contribution se répartit de la façon suivante :

- 74 300 € pour le maintien des places en ALT (Maison de Jouan et diffus) et l'accompagnement individuel des ménages ;
- 5 000 € pour la prise en charge et l'accompagnement des femmes victimes de violences logées au Mas Saint-Vincent.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°CC.2006.046 du 10 juillet 2006 relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de politique du logement social et de l'habitat ;

Vu le 3ème Programme Local de l'Habitat de la CASA, approuvé par délibération n°CC.2019.163 du Conseil Communautaire en date du 14 octobre 2019 ;

Vu la délibération n°CC.2020.006 en date du 17 juillet 2020 par laquelle le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 5 juillet 2021 actant la convention cadre conclue entre la CASA et l'ALFAMIF et le projet social conclu entre les partenaires pour la gestion du Mas Saint-Vincent ;

Considérant l'intérêt que représentent les actions de l'ALFAMIF en matière d'insertion sociale et professionnelle par le logement des personnes en situation de précarité ;

Considérant l'avis favorable de la Commission Habitat et Cohésion Sociale du 3 juin 2021 ;

Considérant les crédits qui figurent au budget de l'exercice en cours ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 79 300 € à l'Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles (ALFAMIF) au titre de l'aide aux acteurs associatifs œuvrant dans le domaine de l'Habitat ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière conclue entre l'ALFAMIF et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; Fonction 70 – budget de la Direction Habitat Logement au titre de l'année 2021.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 79 300 € à l'Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles (ALFAMIF) au titre de l'aide aux acteurs associatifs œuvrant dans le domaine de l'Habitat ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière conclue entre l'ALFAMIF et la CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement à signer ladite convention ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; Fonction 70 – budget de la Direction Habitat Logement au titre de l'année 2021.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 12 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT, LA FORMATION, L'AIDE MEDICALE AUX ISOLEES ET FAMILLES (ALFAMIF)

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Sophie NASICA agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement, habilitée à signer la présente convention conformément à la délibération n° du Bureau Communautaire du 12 juillet 2021 ;

Ci-après désignée **CASA**

ET

L'association dénommée Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant son siège social à Vallauris Golfe Juan – 3 avenue du Midi, représentée par Monsieur Jean-Pierre BUFFA, agissant au nom et pour le compte de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **ALFAMIF**

EXPOSE

Par délibération n°CC.2006.046 en date du 10 juillet 2006, le Conseil Communautaire de la CASA a approuvé la définition de l'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat relevant de la compétence de la CASA.

Conformément à son Programme Local de l'Habitat, le Conseil Communautaire de la CASA a souhaité soutenir financièrement l'association en charge d'héberger des ménages en difficulté en les accompagnant dans leur parcours résidentiel social.

Conformément à ses statuts, l'ALFAMIF a pour objet de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de précarité :

- Au regard du logement par un hébergement temporaire et un accompagnement socio-éducatif ainsi qu'un soutien psychologique
- Par l'accès aux droits et aux soins pour les publics les plus en difficulté, en menant des actions de prévention et d'éducation à la santé

L'association accueille toutes familles en situation de précarité orientées par les services sociaux du département via le SIAO et prioritairement les femmes enceintes, familles avec enfants mineurs, le public RSA et les personnes victimes de violences. Elle aide également au relogement autonome, au maintien dans le nouveau logement et propose des actions collectives.

L'ALFAMIF déploie son activité autour de la structure d'accueil temporaire dénommée « Maison de Jouan » et de logements temporaires en diffus situés sur le territoire de la CASA. Les places relèvent historiquement de l'ALT (57 places), du CHRS (33 places) et plus récemment d'une pension de famille (10 places). En 2020, dans le cadre du renouvellement du CPOM 2021/2025 conclu avec les services de l'État, 41 places supplémentaires d'hébergement d'urgence ont été attribuées à l'association, élevant sa capacité d'hébergement totale à 141 places. Par ailleurs, en 2021, l'association a pris en gestion le Mas Saint-Vincent dans le cadre de sa réouverture.

A ce titre, les places d'hébergement à la charge de l'association se répartissent aujourd'hui comme suit :

- ❖ Maison de Jouan : 62 places
 - 32 places d'hébergement d'urgence
 - 11 places dédiées au CHRS
 - 10 places dédiées à la pension de famille
 - 9 places dédiées à l'ALT
- ❖ Mas Saint-Vincent : 18 places dédiées exclusivement aux femmes victimes de violences
 - 9 places d'hébergement d'urgence
 - 9 places de CHRS
- ❖ Logements diffus sur le territoire de la CASA : 61 places
 - 48 places en ALT (Valbonne, Vallauris, Biot) : 10 places restent à trouver.
 - 13 places en CHRS (Vallauris, Cannes la Bocca, Mandelieu la Napoule).

La CASA, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir l'action de l'ALFAMIF.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'ALFAMIF s'engage à mettre en œuvre, pour l'année 2021, sa mission d'hébergement et d'accompagnement des ménages en difficultés sur le territoire de la CASA.

Les objectifs fixés pour 2021 se décomposent en deux actions :

- 1) **Maintenir le nombre de places en ALT afin d'accueillir des personnes isolées et des familles.** L'action sur le volet ALT comprend la mise en place d'un accompagnement global visant la réinsertion sociale par le logement et le maintien dans le logement en s'appuyant sur le projet personnalisé co-construit avec le référent.
Dans le cadre de l'action sur le volet de l'ALT, l'association proposera également des actions collectives pédagogiques et/ou favorisant le lien social. Le soutien à la parentalité est l'un des fils conducteurs de ces actions.
- 2) **Rouvrir la structure d'hébergement du Mas Saint Vincent, puis assurer la gestion des 18 logements et mettre en place un accompagnement individuel** adéquat pour permettre la réinsertion sociale des femmes victimes de violence, conformément à la convention cadre n° CC. du 5 juillet 2021. Au-delà de l'hébergement temporaire, l'action vise à évaluer les besoins, accompagner et orienter les femmes hébergées, afin de favoriser l'accès au logement autonome chaque fois que possible. Les axes d'accompagnement portent notamment l'accompagnement psychologique, le retour à l'indépendance économique et psychologique, l'insertion sociale, l'information et l'ouverture aux droits, le soutien à la parentalité.

Dans le cadre de cette action, des actions collectives seront organisées par l'association, en particulier en lien avec l'unité PARENTHÈSE de la CASA.

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement l'ALFAMIF pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔÛTS DE L'ACTION

Le coût total estimé de l'action n°1 est évalué à 361 397 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe n°1 (comptes 60 à 69).

Le coût total estimé de l'action n°2 est évalué à 105 532 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe n°2 (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la CASA.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la CASA est de 79 300€, se répartissant comme suit :

- 74 300 € pour le maintien des places en ALT et l'accompagnement individuel des ménages
- 5 000 € pour la prise en charge et l'accompagnement des ménages logés au Mas Saint-Vincent

Cette subvention est versée en deux temps : 70 % une fois la convention signée et revêtue de son caractère exécutoire, le solde sera versé si les conditions des articles 6.1 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

Le montant de la subvention relative à l'activité exercée au Mas Saint-Vincent pourra être actualisée au regard de l'état des lieux contradictoire établi par l'association et la CASA dans le cadre de la mise à disposition du bien, et de l'affectation des dépenses subséquentes entre le propriétaire et le locataire.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

L'association s'engage à produire auprès de la CASA un bilan intermédiaire et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilan intermédiaire

ALFAMIF s'engage à fournir avant le 31 juillet de l'année N un bilan d'ensemble quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de chaque action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis ci-dessous :

Pour les actions 1 et 2, les indicateurs quantitatifs sont :

- Nombre de candidatures reçues, orientations de l'orientation
- Nombre d'admissions
- Nombre de relogements
- Evaluation chiffrée des suivis psychologiques
- Evaluation chiffrée des actions collectives

Pour les actions 1 et 2, les indicateurs qualitatifs sont :

- Motif de la demande (adéquation entre le public reçu et la mission)
- Typologie du public à l'entrée de la structure / et à la sortie
- Durée moyenne d'hébergement
- Motif de la sortie
- Modalités de relogement
- Projet personnalisé mis en place avec l'utilisateur
- Actions collectives mises en place par les équipes

6.2 Bilan final – Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ALFAMIF, au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

La CASA procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de chaque action dans le cadre d'un comité de suivi, organisé si possible avec l'ensemble des partenaires financiers.

L'évaluation des conditions de réalisation de chaque action à laquelle la CASA a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive des actions conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

En outre, l'association invitera la CASA à son Assemblée Générale et elle lui transmettra avant le 31 juillet chaque année le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

ALFAMIF devra mentionner la participation de la CASA dans tous les documents diffusés.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la CASA et ALFAMIF, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la CASA mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

ALFAMIF s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association ALFAMIF remettra à la CASA avant le 31 juillet de chaque année ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par un Commissaire aux comptes agréé, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 31 juillet de l'année N+1.
- Si l'association ALFAMIF est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la CASA tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la CASA des conditions d'exécution de la convention par l'association ALFAMIF, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la CASA peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA CASA

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CASA de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, ALFAMIF mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'association ALFAMIF
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
La Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et
au Logement,

Jean-Pierre BUFFA

Sophie NASICA

6. Budget⁴ du projet

Année 2021 ou exercice du au

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	31 632	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	55 544
Prestations de services	27 110	73 – Dotations et produits de tarification	300 770
Achats matières et fournitures	900	74 – Subventions d’exploitation ⁵	
Autres fournitures	3 622	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services	
61 – Services extérieurs	62 167	DDCS	109 020
Locations	52 789	ARS	45 450
Entretien et réparation	7 409		
Assurance	1 819	Conseil(s) Régional(aux) :	
Documentation	150		
62 – Autres services extérieurs	12 960	Conseil(s) Département(s)	54 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	9 408		
Publicité, publications		Communes, Intercommunalité(s) : EPCI ⁶ CASA	82 300
Déplacements, missions	832		
Services bancaires, autres	2 720		
63 – impôts et taxes	19 280		
Impôts et taxes sur rémunération	12 141	Organismes sociaux (détailler) : CPAM	4 000
Autres impôts et taxes	7 139	CAF REAAP	6 000
64 – Charges de personnel	221 128	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels	150 443	L’agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	69 498	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1 187	Aides privées (fondation)	
65 – Autres charges de gestion courante		75 – Autres produits de gestion courante	
		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 – Charges financières	120	76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles	14 110	77 – Produits exceptionnels	5 083
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 – Transfert de charges	
		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	361 397	TOTAL DES PRODUITS	361 397
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	
La subvention sollicitée de 82 300€, objet de la présente demande représente 22.77 % du total des produits du projet (montant sollicité / total du budget) x 100			

La subvention sollicitée de 82 300€, objet de la présente demande représente 22.77 % du total des produits du projet
(montant sollicité / total du budget) x 100

⁴ Ne pas indiquer les centimes d'euros

⁵ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

⁶ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

Budget prévisionnel MAS ST VINCENT

HYPOTHESE : 9 places CHRS + 9 places CHU

Date de début : 01/06/2021 date de fin : 31/12/2021

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
60 - Achats	11 223	70 – Prestations de services	11 697
Achats matières et fournitures	2 322	73 – Dotations et produits de tarification	56 259
Autres fournitures	4 700	74 – Subventions d'exploitation	37 576
Prestations de services	4 201	ETAT DDCS SUBV CHU	32 576
61 – Services extérieurs	5 490		
Locations	1 786		
Entretien et réparation	2 485	Conseil(s) Départemental(aux)	
Assurance	1 189		
Documentation	30	Communes, Intercommunalité (s) : CASA	5000
62 – Autres services extérieurs	3 430	CUCS	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 566	Organismes sociaux (détailler) :	
Publicité, publications		CPAM	
Déplacements, missions	263	CAF	
Services bancaires, autres	1 602	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
63 – Impôts et taxes	2 514	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Impôts et taxes sur rémunération	2 514	Autres établissements publics	
Autres impôts et taxes		Aides privées (fondation)	
64 – Charges de personnel	80 427		
Rémunération des personnels	57 173		
Charges sociales	22 726		
Autres charges de personnel	528		
65 – Autres charges de gestion courante		75 – Autres produits de gestion courante	
66 – Charges financières		76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles		77 – Produits exceptionnels	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	2 448	78 – Reprises sur amortissements et provisions	
		79 – Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	105 532	TOTAL DES PRODUITS	105 532

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 12/07/2021
Numéro : BC_2021_138
Nature : DE - Deliberations
Objet : ALFAMIF - Convention de participation financière 2021
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : kLPYBni

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210712-BC_2021_138-DE

Acte reçu

Date : 12/07/2021
Numéro interne : BC_2021_138
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : ALFAMIF - Convention de participation financière 2021
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210712-BC_2021_138-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
99_SE-006-240600585-20210712-BC_2021_138-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210712-BC_2021_138-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20210712-BC_2021_138-DE-1-1_4.PDF

N